

qui vive de sa substance. Il est une création secondaire de la société, ou plutôt il est la forme extérieure et voulue de cette société elle-même. Il ne peut s'en isoler sans périr. Il n'est, à proprement parler, que l'opinion publique à l'état d'action. Quand il a perdu ce caractère, il ne lui manque qu'une chose, l'existence.

Cette erreur sur la nature du pouvoir dans notre société, a de funestes conséquences. On se plait à l'armer d'attributions excessives; on veut le fortifier et on ne s'aperçoit pas qu'il plie sous le poids de ses armes. On ne lui refuse rien, afin de se conserver le droit de tout attendre de lui. C'est ainsi qu'on augmente les difficultés et les périls de sa situation et qu'on étend sa surface vulnérable. Nous croyons sincèrement que le salut du pouvoir, au lieu d'être dans l'extension de ses attributions, est bien plutôt dans leur restriction. Celui qui aura fait comprendre à la France que la plus haute mission du gouvernement est d'être un modérateur impartial au milieu des partis, tout en restant le sévère et vigilant gardien de la sécurité publique, celui-là aura placé le pouvoir dans des régions sereines où les orages ne sauraient l'atteindre; il l'aura véritablement affermi. Ce qui fait aux États-Unis et en Angleterre, cette stabilité du pouvoir que nous envions, c'est la facilité de celui-ci à s'accommoder sans irritation avec l'opinion publique, c'est la retenue qui l'empêche de jouer jamais le rôle d'un parti triomphant, c'est son équité politique, sinon toujours réelle, au moins toujours apparente. La neutralité au milieu des opinions et l'exécution impassible des lois dans l'intérêt de tous les partis, voilà le but vers lequel l'expérience des peuples contraindra les gouvernements à s'acheminer. Il ne dépend pas de notre volonté qu'il n'y ait plus de partis en France, mais il dépend de la sagesse du pouvoir de s'en tenir à l'écart, et de ne partager ni leurs fautes ni leurs passions.

Par malheur, ces idées sont peu goûtées dans notre pays, et il se passera longtemps encore avant qu'elles exercent une certaine influence sur la direction des affaires publiques. Au lieu de concevoir l'autorité comme quelque chose de désintéressé et, pour ainsi dire, d'*impersonnel*, nous trouvons plus sage de lui créer une personnalité, d'animer cette personnalité de toutes nos passions, et de lui faire des intérêts égoïstes et séparés de ceux de la société. Nous assimilons toujours le pouvoir à un chef de parti, représentant l'intérêt d'une faction, ou son intérêt particulier. L'autorité perd ainsi ce caractère inviolable qu'elle devrait tenir de sa froide impartialité; comme Caligula, nous décapitons les statues des Dieux et nous plaçons des têtes de rois ou d'empereurs sur leurs épaulés sacrées. Grâce à cette fausse idée, les partis vainqueurs n'ai-